

## « Refondation de l'école » : pour SUD éducation, il n'y a pas de consensus à l'issue d'une concertation pipée

*Seule la mobilisation permettra une véritable transformation égalitaire et émancipatrice de l'école*

Rythmes scolaires, contrats d'avenir professeurs, soutien numérique, prévention et sécurité... Tout l'été les annonces unilatérales du gouvernement sur le sujet de l'éducation nationale ont fait écho à la prétendue concertation sur « la refondation de l'école » lancée en grande pompe par Vincent Peillon. Des semaines durant, parents d'élèves, organisations représentatives des personnels, responsables associatifs, mouvements d'éducation populaire, collectivités locales, milieux économiques ont été occupés à la recherche de la pierre philosophale pendant que, se succédant à la tribune, Ayrault et Peillon enchaînaient les engagements et déclarations politiques sans jamais considérer le travail de tout ce petit monde. Nous dénonçons d'ailleurs le fait que les personnels eux-mêmes aient été les grands absents de cette concertation.

Dernier exemple en date : l'Etat et l'ARF (Association des Régions de France) qui signent le 12 septembre une déclaration commune qui transfère aux Régions, avec d'autres prérogatives, la carte des formations de l'enseignement professionnel et qui engage la décentralisation du service public d'orientation – ce qui avait été une des rares contre-réformes bloquées par la grande lutte de 2003. Forts du bilan catastrophique de la décentralisation des personnels ouvriers, pour ces personnels et les établissements, nous dénonçons cet accord Etat Régions, et nous opposerons à une nouvelle étape dans le démantèlement du service public d'éducation. Sud éducation a d'ailleurs claqué la porte de l'atelier consacré à la formation et à l'orientation professionnelles.

Associés à un projet qui n'est pas le nôtre, mais prétendument placé sous la bonne étoile de la démocratie participative, nous constatons qu'emporté par sa logique libérale le gouvernement « frappe la monnaie » qui a cours : le démantèlement de l'école publique et la mise au pas de ses personnels ! Tout ceci se fait au nom d'une école de « l'égalité des chances »... A cela nous opposons une école de l'égalité des droits, une école émancipatrice.

Dans le cadre de la prétendue concertation et sur fond d'expulsions massives de roms et de sans-papiers, notamment de jeunes majeurs scolarisés, nous avons

souvent constaté que la « refondation » n'avait pas permis de remettre en cause ou même de questionner des volets les plus contestés et les plus nuisibles des contre-réformes de ces dernières années. Dans ces conditions, nous ne nous faisons aucune illusion sur le contenu de la future loi de programmation scolaire, qui doit normalement traduire en acte cette concertation. Dans le même temps, les collègues effectuent la pire rentrée sur le plan des conditions de travail avec 13000 suppressions de postes supplémentaires par rapport à celle de 2011, et des stagiaires toujours placés-e-s dans des conditions impossibles.

Si le gouvernement a changé, ce n'est pas le cas de nos revendications. Elles restent les mêmes, elles sont publiques : en particulier, une véritable formation sous statut de fonctionnaire stagiaire, la résorption de la précarité par la titularisation sans condition, l'abandon de tout système de fichage...

La fédération SUD éducation ne se définit pas comme un « partenaire social », mais comme un outil de lutte au service des revendications des personnels. Toutefois, elle avait décidé d'être présente aux séances de la concertation nationale pour y porter ses revendications et pour informer les collègues.

**A l'issue de cette concertation, après avoir entendu les propositions des un-e-s et les projets des autres, nous tenons à faire savoir sans ambiguïté qu'il n'y a pour nous ni « diagnostic partagé » avec le gouvernement et le patronat sur l'école, ni « consensus » sur la « refondation » du système éducatif.**

**Seule la construction d'un rapport de force permettra d'imposer des alternatives à l'école du tri social et à l'austérité.**

**Plus que jamais, dans ces conditions, notre énergie militante sera mobilisée dans les semaines et mois à venir pour construire les luttes pour une autre école, une autre société.**

*Texte adopté par le Conseil Fédéral le 27 septembre 2012*